



Le potentiel protestataire et le vote : la propension à manifester

Guy Groux

► To cite this version:

| Guy Groux. Le potentiel protestataire et le vote : la propension à manifester. 2007. hal-00972995

HAL Id: hal-00972995

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972995>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le Panel Électoral Français 2007

1^{re} vague – 29 mars - 21 avril 2007

Le potentiel protestataire
&
le vote

La propension à manifester

Guy GROUX

Les données du PEF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le PEF 2006-2007 se déroule en cinq vagues de mars – avril à juin 2007.

Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Le potentiel protestataire & le vote

La propension à manifester

Guy GROUX

Dans beaucoup de pays, la propension à manifester sur la voie publique constitue une dimension évidente du potentiel protestataire. C'est ce que montre l'enquête européenne *-European Social Survey-* à propos notamment du militantisme syndical. Le Baromètre politique français avait également retenu cette dimension. Elle est reprise aujourd'hui dans le Panel électoral français, à partir de la question suivante : « En ce moment, seriez-vous prêt(e) à participer à une manifestation pour défendre vos idées ? ». D'après les données recueillies durant l'enquête, on peut repérer certaines informations pertinentes à propos notamment de domaines : les caractéristiques générales de la propension à manifester ; le positionnement face à certains problèmes de société ; la proximité partisane et les intentions de vote saisies à partir de diverses variables comme l'âge, le sexe et le statut d'emploi¹.

1. Caractéristiques générales

De prime abord, c'est parmi les 35-64 ans que l'on trouve le plus grand nombre d'individus se disant prêt à manifester afin de défendre leurs idées : ils constituent 25,5% de l'échantillon, se situant devant les 18-34 ans (16%) et les 65 ans et plus (5,5%). Mais ce constat s'explique surtout par le poids pris dans l'échantillon global par les 35-64 ans comparé à celui des autres catégories d'âge : près de 50%, à eux seuls².

¹. Faute de place, ne seront retenus dans ce texte que les aspects qui apparaissent particulièrement importants dans l'analyse de la « propension à manifester ».

². Pourcentages arrondis.

Plutôt les jeunes, plutôt les hommes

Par contre, l'analyse des données au sein de chaque groupe d'âge, montre que ce sont plutôt les individus les plus jeunes qui expriment la plus forte propension à manifester : 54% parmi les 18-34 ans ; 52% parmi les 35-64 ans ; 27% parmi les 65 ans et plus. En outre, ce sont les individus de sexe masculin qui -dans l'échantillon global- se disent le plus souvent favorables à la manifestation, l'écart avec les femmes étant ici non négligeable : 50,5% des hommes, 44,5% des femmes.

Tableau 1 :
La propension à manifester, l'âge et le sexe

	Tout à fait ou plutôt	Plutôt pas, pas du tout	NSP
18-34 ans Effectif %	648 54%	537 44,5%	16 1,3%
35-64 ans Effectif %	1028 52%	923 46,5%	241, 2%
65 et plus Effectif %	226 27%	599 72%	2 /
Hommes Effectif %	968 50,5%	928 48,5%	20 1%
Femmes Effectif %	934 44,5%	1132 54%	22 1%

Surtout les salariés, mais ...

Dans un ouvrage publié en 1997 sur les manifestations en France, Olivier Fillieule constatait que le recours à celles-ci relevait souvent des mobilisations de salariés et des revendications syndicales. À lire, les résultats du PEF, 2007, le constat demeure. Sur l'ensemble des professions, ce sont les salariés qui ont la plus forte propension à manifester. Les pourcentages qui les concernent se situent -selon les catégories professionnelles concernées- entre 45,5% et 58%. Ils se situent toujours au-dessus des agriculteurs -26,5% de ceux-ci affichent une telle propension- ou des « indépendants et chefs d'entreprise » : 38,5%.

D'une manière générale -le fait est bien connu- les salariés du secteur public sont plus sensibles à la manifestation que ceux du « privé » : 52,5% et 47,5%. Une analyse plus fine révèle néanmoins des différences importantes entre les diverses catégories professionnelles de salariés.

Parmi eux, les ouvriers sont les moins sensibles à la manifestation : 45,5% d'entre eux disent leur propension à manifester. Juste au-dessus, se situent les employés : 49,5%.

Tableau 2 :
La propension à manifester selon les catégories sociales

	Tout à fait ou plutôt	Plutôt pas, pas du tout	NSP
Agriculteurs Effectifs %	46 26,5%	128 73,5%	/ /
Indépendants, Chefs d'entreprise Effectifs %	102 38,5%	159 60%	5 2%
Cadres supérieurs, Professions libérales Effectifs %	161 52,5%	142 46%	5 1,5%
Enseignant Effectifs %	71 58%	51 42%	/ /
Professions intermédiaires Effectifs %	353 53,5%	302 46%	6 1%
Employés Effectifs %	471 49,5%	467 49%	13 1,5%
Ouvriers Effectifs %	466 45,5%	543 53,5%	10 1%
Etudiants, lycéens Effectifs %	134 62,5%	79 36,5%	/ /

Par contre, le recours à la manifestation apparaît beaucoup plus légitime pour des catégories qui relèvent du groupe des cadres ou de professions intellectuelles, dotés de diplômes et d'un haut niveau culturel. Phénomène du à la « dérive des classes moyennes » pour reprendre Louis Chauvel ou confirmation tardive des thèses d'Alwin Gouldner ? Défection du lien qui unissait traditionnellement le monde ouvrier aux mobilisations collectives dans les sociétés occidentales ? À l'évidence, le PEF 2007 ne permet pas de répondre à de telles questions. Reste, néanmoins des données précises. La propension à manifester est majoritaire parmi les cadres supérieurs et les professions libérales -52,5%- comme pour les professions intermédiaires : 53,5%. Elle est encore plus élevée –mais le fait est moins surprenant- dans le milieu enseignant : 58%.

L'influence du niveau culturel sur la propension à manifester qui marque le monde des salariés, se retrouve également parmi les non salariés et notamment les étudiants et les lycéens. En

l'occurrence, c'est en effet parmi eux que le pourcentage se situe au niveau le plus élevé de toutes les catégories concernées (salariés comme non salariés, cette fois): 62,5%.

Les statuts d'emplois

De la même façon, les individus dotés d'un emploi plutôt précaire (CDD et autres) se mobilisent moins que ceux qui disposent d'emplois stables ou plus garantis (CDI, CNE). Les salariés qui disposent d'un CDI ou d'un CNE se prononcent à 54,5% en faveur de la manifestation. Pour ceux relevant de CDD ou à des systèmes d'aides ou d'emplois provisoires (intérim, stages), le pourcentage est de 51%.

2. Les problèmes et l'avenir de la société au moment du vote

Le positionnement face à certains problèmes importants de société ou face à l'avenir de celle-ci peut influencer sur le vote ou les intentions de vote. Comme il peut influencer sur le rapport à l'univers contestataire. Fait assez attendu : c'est parmi ceux qui situent les inégalités sociales au premier rang des problèmes que connaît la société française, que la propension à manifester est la plus élevée : 63,5%. Viennent ensuite, le logement : 62%, l'environnement et le réchauffement climatique : 54%, la construction européenne : 53,5%, l'éducation ou la formation des jeunes : 53%.

Aux côtés de problèmes sociaux somme toute assez classiques -les inégalités, le logement- d'autres thèmes plus spécifiques comme l'écologie, l'Europe ou l'éducation connaissent ainsi un écho réel parmi les individus montrant un certain potentiel protestataire. À sa manière, ce constat révèle avec force le poids des inquiétudes liées à l'écologie, à l'environnement, à la construction de l'Europe et aux questions d'éducation au sein de « l'opinion protestataire ». Influence des écologistes, des enseignants ou des professions intellectuelles parmi ceux qui accordent à la contestation, un crédit réel ? Ou plus fondamentalement, présence dans l'opinion publique de thèmes qui ne se situeraient plus forcément dans le registre des revendications immédiates mais plutôt sur le terrain d'enjeux que certains qualifiaient hier de « post-matérialistes » ? La question mérite d'être posée -et on y reviendra- d'autant plus que face à ces thèmes qualitatifs, d'autres thèmes qui relèvent de « l'urgence sociale » connaissent un impact souvent plus faible sur le terrain de l'engagement protestataire. C'est le cas du chômage pourtant évoqué le plus souvent par l'opinion – 25 % de la population globale- comme étant aujourd'hui le problème le plus important. Ainsi parmi ceux qui le situent comme tel, la propension à manifester est de 49% ; et pour ceux qui s'avèrent sensibles aux questions de pouvoir d'achat, de délinquance ou de retraites, elle se situe à des niveaux plus bas encore : respectivement, 45%, 36,5% et 32,5%.

À l'évidence, derrière la perception des problèmes de la société française se pose la question de son avenir et plus particulièrement de la situation des enfants d'aujourd'hui dans la société de demain. À cet égard, un fait déjà mis en évidence par Louis Chauvel, ressort avec un certain relief. En général, la proportion d'individus qui pensent que l'avenir de leurs enfants se situera en deçà de leur propre situation est importante : près de 60%. Et c'est parmi eux que les opinions favorables à la manifestation se situent à un niveau non négligeable : 49%, c'est-à-dire au-dessus notamment de ceux qui prédisent à leurs enfants un avenir au moins analogue au leur : 45%.

3. Proximité partisane et intentions de vote

Dans l'histoire politique et sociale de la France, la manifestation s'est souvent appuyée sur des mobilisations d'obédiences diverses. Durant l'entre-deux-guerres, les démonstrations organisées. Par les « Croix de Feu » ou l'Action française étaient imposantes comme l'étaient celles du Front populaire. La tendance aujourd'hui ne favoriserait-elle pas plutôt un lien étroit entre ceux pour qui la manifestation reste un recours important et la gauche politique ? À lire les résultats de l'enquête relative au PEF 2007, la question se pose, assurément. Les sympathisants de droite qui affirment leur distance plus ou moins nette à l'égard de la manifestation, restent très majoritaires : 61%. La tendance est contraire lorsqu'il s'agit de sympathisants de gauche ou d'extrême-gauche. Parmi les premiers, le pourcentage de ceux qui approuvent le recours à la manifestation est de 59,5% ; parmi les seconds, de 64%. Quant aux sympathisants d'extrême-droite, ils se situent dans un « entre-deux ». Moins enclins que ceux de gauche à la manifestation, ils le sont plus que ceux de la droite : 46%.

Tableau 3 :
La propension à manifester et la proximité partisane

	Tout à fait ou plutôt	Plutôt pas, pas du tout	NSP
Extrême-gauche Effectifs %	133 64,5%	72 35%	/ /
Gauche Effectifs %	788 59,5%	524 39,5%	13 1%
Droite Effectifs %	438 39%	685 61%	/ /
Extrême-droite Effectifs %	126 46%	144 53%	/ /
Aucun, NSP Effectifs NSP %	343 37%	562 61%	18 2%

Concernant les intentions de vote par candidats, la tendance est naturellement la même. Par ordre décroissant, ce sont les électeurs les plus proches de : José Bové (72 %), Dominique Voynet (71%), Marie-George Buffet (70%), Olivier Besancenot (66,5%) et Ségolène Royal (60%) qui se disent les plus enclins à la manifestation. À droite ou au centre, le constat est - toujours par ordre décroissant : pour les électeurs de Jean-Marie Le Pen (50%), François Bayrou (44%), Nicolas Sarkozy (39%)³.

Lorsque l'on croise des variables aussi distinctes que l'âge, le sexe et les intentions de vote, plusieurs traits se dessinent, révélant des évolutions notables par rapport à la population globale concernée par l'enquête (**tableau 1**). Comme on pouvait le prévoir, le vote favorable à la candidate socialiste, amplifie les tendances déjà relevées à propos du sexe masculin et ceci quelle que soit -au-dessous de 65 ans- la tranche d'âge concernée : 67%-68% (**tableau 4**). Et il en est de même, de l'opinion des femmes saisie à partir de critères analogues.

À droite ou au centre, le contexte est caractérisé par un trait particulier qui marque l'électorat de François Bayrou. Dans tous les cas -à l'exception des femmes de 35 à 64 ans- la propension à manifester y est majoritaire. L'électorat centriste se distingue ainsi nettement de celui de Nicolas Sarkozy. Dans certains cas, les femmes de 18 à 34 ans ou les hommes de 35 à 64 ans, il s'avère même plus protestataire que l'électeur « frontiste » (*idem*). Effet dû au ralliement d'électeurs de gauche à la candidature de François Bayrou lors de l'élection présidentielle ? Insatisfactions sociales accrues ou nouvelles radicalités traversant un électorat centriste plus traditionnel ? Là encore, le PEF 2007 ne permet pas de répondre dans l'immédiat à de telles questions. Reste qu'à divers degrés, certains positionnements de l'électorat de François Bayrou sur le champ de la contestation, peuvent laisser entrevoir de nouvelles recompositions politiques. Mais quelle en sera l'ampleur ?

³. Faute d'effectifs suffisants, les résultats concernant José Bové, Arlette Laguiller, Frédéric Nihous, Gérard Schivardi et Philippe de Villiers n'ont pas été retenus ici.

Tableau 4

L'adhésion à la manifestation selon les intentions de vote, l'âge et le sexe

	18-34 ans Hommes	18-34 ans Femmes	35-64 ans Hommes	35-64 ans Femmes
Royal	67%	59,5%	68%	63%
Bayrou	53%	53%	51%	44%
Sarkozy	46,5%	40%	45,5%	43%
Le Pen	58,5%	44%	48%	54,5%

Les effets liés aux divers statuts d'emploi amplifient aussi certains des mouvements recensés au sein de la population globale. De 18 à 64 ans, les électeurs de Ségolène Royal dotés d'un CDI ou d'un CNE, s'avèrent particulièrement enclins à la manifestation : près de 70%, soit près de 15 points de plus que la moyenne générale. Et à certains égards, il en est de même de l'analyse portant sur la distinction « emploi public-emploi privé », à partir de critères d'âge et de vote identiques (**tableau 5**, **tableau 6**). Ainsi, quel que soit le statut d'emploi -« public ou privé »- l'électorat socialiste est particulièrement enclin à la manifestation.

Tableau 5

L'adhésion à la manifestation selon les intentions de vote, l'âge et l'emploi (CDI/CNE)

	18-34 ans CDI/CNE	35-64 ans CDI/CNE
Royal	70%	67%
Bayrou	52%	52,5%
Sarkozy	44%	44%
Le Pen	Effectifs insuffisants	Effectifs insuffisants

Concernant l'électorat de droite ou du centre, la variable « emploi » induit des effets moins homogènes. L'électorat de François Bayrou se situe toujours à un niveau de propension à la manifestation supérieur à celui spécifiant les sympathisants de l'UMP. Par contre, il reste moins protestataire que les électeurs proches du Front national lorsque l'on considère les variables « secteur privé », « secteur public ». Dans le secteur public en effet, le sympathisant de Jean-Marie Le Pen affirme un potentiel protestataire particulièrement élevé.

Tableau 6
L'adhésion à la manifestation selon les intentions de vote.
Répartition : secteur privé-secteur public

	Secteur privé	Secteur public
Royal	59%	68%
Bayrou	43%	47,5%
Sarkozy	40%	37,5%
Le Pen	47%	61%

En résumé

Le « Panel électoral français, 2007 » conduit à divers constats qu'il s'agisse d'aspects assez classiques ou au contraire de tendances plus ou moins inédites et qui peuvent mener à la redéfinition de certains questionnements concernant le champ des mobilisations collectives comme celui des recompositions politiques.

A priori, les résultats du PEF, 2007 confirment des aspects bien connus. Il en est ainsi de l'influence de l'âge, du sexe ou du statut d'emploi sur le potentiel protestataire et la propension à la manifestation. En l'occurrence, le « manifestant-type » est plutôt jeune, de sexe masculin et doté d'un emploi stable ou garanti. Mais par-delà ces traits généraux qui révèlent, à leur manière, la reproduction indéniable de certains aspects qui marquent depuis longtemps, le champ de la contestation, d'autres éléments plus innovants apparaissent. Ils concernent l'influence prise par certains thèmes ou attentes sociales, qui ne relèvent plus exclusivement du registre des revendications purement matérielles. En second lieu, ils concernent aussi le potentiel protestataire accru de certaines professions intellectuelles ou du monde des cadres. Enfin, les tendances plus ou moins contestataires qui spécifient aujourd'hui l'électorat de François Bayrou impliquent de « revisiter » certains des postulats qui définissaient le vote centriste et son rapport traditionnel aux mobilisations collectives.

- L'émergence de thèmes post-matérialistes ? Malgré un contexte d'urgence sociale -le chômage et l'évolution de la protection sociale, entre autres-, on constate parmi les individus les plus enclins à la contestation, des préoccupations qui relèvent d'enjeux moins immédiats, moins matériels. C'est le cas de l'environnement, du réchauffement climatique ou de l'éducation des jeunes qui constituent en l'occurrence, des thèmes éminents. Affirmations de revendications post-matérialistes tranchant avec celles plus traditionnelles qui déterminaient dans le passé, les représentations politiques et sociales au sein des mobilisations

collectives ? Confirmation tardive même si elle demeure partielle, de thèses développées par des auteurs divers comme Inglehart ? Au vu de la place éminente qu'occupent désormais certains thèmes dans les préoccupations de ceux qui sont le plus enclins à la contestation, le problème se pose assurément.

- L'engagement massif des professions à forte dotation culturelle. Cet aspect est également très important quant aux divers questionnements qui découlent du PEF, 2007. Les vagues de grèves et de manifestations qui ont marqué la société française, se sont durant longtemps appuyées sur le monde ouvrier, puis les employés et les fonctionnaires, les « petits fonctionnaires » surtout. Aujourd'hui, le potentiel protestataire semble amplement déborder les assises traditionnelles de la contestation sociale. Il s'étend à de nouvelles professions dotées d'un niveau culturel et de diplômes souvent élevés.

Certes, à cet argument, on pourra objecter que l'engagement des enseignants dans les mobilisations collectives, est déjà ancien, si ancien qu'il constitue même aujourd'hui, l'une des figures classiques de l'univers des mobilisations protestataires. En outre, il s'agit là d'un milieu où l'influence de certains thèmes portés par l'extrême-gauche ou la gauche radicale, n'est nullement négligeable, ce qui le distingue souvent d'autres milieux de salariés des secteurs public ou privé.

Reste qu'aux côtés de la contribution des enseignants à certains mouvements contestataires, on constate la présence d'un potentiel protestataire en hausse parmi des professions dotées - elles aussi - d'un capital culturel généralement élevé mais qui n'exercent pas dans l'Éducation nationale. C'est le cas de cadres supérieurs, de professions libérales voire de professions intermédiaires (nouvelles et diplômées) dont le potentiel protestataire se situe à des niveaux plus élevés que ceux concernant les ouvriers ou les employés. Retour d'une « nouvelle classe » chère au Gouldner des années 1960 ? Réaffirmation d'un certain « libéralisme culturel », réaffirmation qui s'avèrerait d'autant plus forte qu'elle s'appuierait sur l'influence très importante de thèmes post-matérialistes dans la propension à la contestation ? Mais plus banalement, ne faut-il pas évoquer ici une « dérive de classes moyennes » qui subissent des processus de déclassements sociaux de plus en plus manifestes au vu de leur acquis culturel ? D'où un lien étroit entre « posture protestataire » et « déclassements sociaux », un lien toujours plus significatif dans le contexte des mobilisations collectives ?

- Un électorat extrémiste au centre ? Enfin, le dernier aspect important concerne les évolutions qui spécifient l'électorat de droite ou du centre. Certes, jusqu'à présent les positions prises par beaucoup d'électeurs du Front national, s'inscrivaient de façon fréquente -voire massive- dans le registre protestataire. Le fait nouveau est que ce registre concerne aujourd'hui un électorat proche du centre politique. Non seulement, ceux qui expriment des intentions de vote en faveur de ce dernier se situent généralement à des niveaux de contestation bien plus élevés que l'électeur traditionnel de l'UMP mais ils rivalisent aussi et souvent avec les électeurs proches de Le Pen. François Bayrou avait évoqué, au tout début de sa campagne, la notion d'extrémisme, un extrémisme du centre. Centriste par rapport à certains thèmes -l'Europe, la maîtrise de la dépense publique, le poids du contrat dans le dialogue social- l'UDF serait-elle en passe de devenir extrémiste sur le terrain de la contestation de certains domaines comme les institutions, l'accumulation de richesses, la gouvernance des entreprises, la pauvreté, etc. ? À l'évidence, si une telle évolution devait s'affirmer, de fortes convergences pourraient -à terme- voir le jour entre le vote socialiste et le vote centriste. Dès lors, recomposition politique à venir ou simple feu de paille ayant embrasé, un temps, l'élection présidentielle de 2007 ? Pour y répondre, il faudrait tout simplement disposer d'une information capitale mais difficile à vérifier aujourd'hui. Il s'agit tout simplement du caractère -durable ou éphémère- des ralliements massifs qui se sont fait autour de la candidature de François Bayrou et de leur cristallisation au centre. Notamment ceux venus de la gauche et du P.S.

Guy GROUX